

Guide sur le regroupement de municipalités



Ce document a été réalisé par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Il est publié en version électronique à l'adresse suivante : www.mamot.gouv.qc.ca.

© Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, 2018

ISBN 978-2-550-82526-5 (PDF)

Dépôt légal – 2018 Bibliothèque et Archives nationales du Québec Bibliothèque et Archives Canada

Tous droits réservés. La reproduction de ce document par quelque procédé que ce soit et sa traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation des Publications du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
1 ^{RE} ÉTAPE : L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ	8
L'assistance technique du MAMOT	8
L'appel à un consultant	8
Le contenu d'une étude	9
2 ^E ÉTAPE : LA NÉGOCIATION DES CONDITIONS	10
Le statut de la nouvelle municipalité	11
Le nom de la municipalité.....	11
La loi qui régira la municipalité.....	11
Le rattachement à une municipalité régionale de comté.....	11
Le maintien de dispositions législatives spéciales.....	12
Les aspects électoraux.....	12
La date du scrutin pour la tenue de la première élection générale et l'année civile où sera tenue la deuxième élection générale.....	12
La division du territoire en districts électoraux.....	12
Les aspects financiers et fiscaux.....	13
Le budget de la nouvelle municipalité.....	13
Les surplus ou les déficits accumulés.....	13
Les dettes	13
Le fonds de roulement.....	14
Les dispositions transitoires.....	14
La composition du conseil provisoire.....	14
La première séance du conseil provisoire	15
Le choix du premier greffier ou secrétaire-trésorier	15
Les poursuites par ou contre la ou les municipalités	15
L'office municipal d'habitation.....	16
La fin de la régie intermunicipale.....	16
La cour municipale.....	16
Quelques conseils pour faciliter la négociation	16
3 ^E ÉTAPE : LA CONSULTATION DE LA POPULATION.....	17
Qui livre l'information?	17
Comment l'information est-elle véhiculée?.....	17
Le document d'information	18
Les réunions publiques d'information.....	18
La convocation	18
Le choix d'un animateur	19
L'accueil.....	19
L'ordre du jour.....	19

Le déroulement de la réunion	19
Les référendums consultatifs	19
4^E ÉTAPE : LA DEMANDE COMMUNE DES MUNICIPALITÉS ET L'APPROBATION	
GOVERNEMENTALE.....	20
La préparation de la demande commune	20
<i>L'avis de motion et le projet de règlement.....</i>	<i>20</i>
<i>La description et le plan du territoire</i>	<i>20</i>
La demande commune de regroupement.....	21
<i>Le règlement et la publication de l'avis.....</i>	<i>21</i>
<i>La signature de la demande commune</i>	<i>21</i>
<i>La publication de la demande commune</i>	<i>22</i>
<i>La consultation de la MRC et de la Commission de toponymie.....</i>	<i>22</i>
<i>La transmission des documents au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du</i> <i>territoire</i>	<i>23</i>
Le traitement de la demande	23
<i>La tenue d'une audience publique par la Commission municipale du Québec.....</i>	<i>23</i>
<i>La consultation des personnes habiles à voter.....</i>	<i>24</i>
<i>La modification de la demande commune de regroupement.....</i>	<i>24</i>
<i>La constitution de la nouvelle municipalité</i>	<i>25</i>
L'AIDE GOUVERNEMENTALE	25
L'assistance technique	25
L'assistance financière à la réalisation d'études	26
<i>La clientèle visée.....</i>	<i>26</i>
<i>Les coûts admissibles</i>	<i>26</i>
<i>Le montant de l'aide financière.....</i>	<i>26</i>
<i>Les conditions et les modalités de versement</i>	<i>26</i>
L'assistance financière à la suite du regroupement ou d'une annexion totale de territoire	27
<i>La clientèle visée.....</i>	<i>27</i>
<i>Le montant de l'aide financière.....</i>	<i>27</i>
<i>Les modalités de versement</i>	<i>28</i>
ANNEXE 1	29
Liste commentée d'éléments pouvant être considérés dans une étude sur l'opportunité d'un regroupement.....	29
ANNEXE 2	34
Exemple de demande commune de regroupement.....	34
ANNEXE 3	41

Exemple d'un règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement au gouvernement.....	41
ANNEXE 4	43
Exemple d'avis à publier dans un journal distribué sur le territoire des municipalités demanderesses	43

Liste des sigles et acronymes

BAGQ	Bureau de l'arpenteur général du Québec
CMQ	Commission municipale du Québec
LERM	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
LOTM	Loi sur l'organisation territoriale municipale
MAMOT	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MRC	Municipalité régionale de comté
MERN	Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles
PAFREM	Programme d'aide financière au regroupement municipal

Liste des figures

Figure 1	Résumé des grandes étapes suggérées d'un regroupement
Figure 2	Aides financières maximales dans le cadre du volet 1 du PAFREM
Figure 3	Aides financières attribuées dans le cadre du volet 2 du PAFREM

Liste des annexes

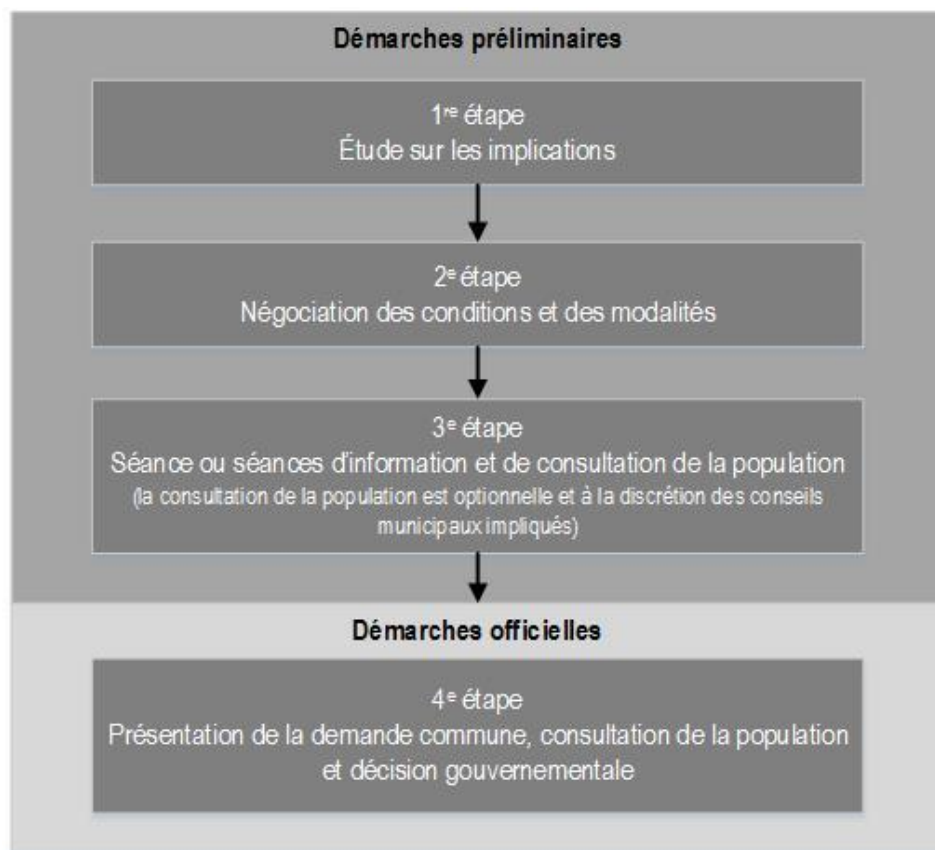
Annexe 1	Liste commentée d'éléments pouvant être considérés dans une étude sur les implications d'un regroupement
Annexe 2	Exemple de demande commune de regroupement
Annexe 3	Exemple de règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement au gouvernement
Annexe 4	Exemple d'avis à publier dans un journal distribué sur le territoire des municipalités demanderesses

Introduction

Le *Guide sur le regroupement de municipalités*, élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), se veut un outil destiné aux autorités municipales qui souhaitent étudier conjointement les implications d'un regroupement et se familiariser avec la démarche à entreprendre. Ce guide tient compte notamment des articles 82 et suivants de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (RLRQ, chapitre O-9), ci-après nommée LOTM, mais il ne remplace toutefois pas les textes de loi qui traitent de la procédure de regroupement. Il n'est certes pas exhaustif, mais il apporte des précisions sur la démarche, présente différentes possibilités d'intervention et fournit des modèles qui pourraient soutenir la réalisation, le cas échéant, d'un projet de regroupement.

Ce guide propose un déroulement en quatre grandes étapes et consacre également un chapitre à l'aide gouvernementale disponible. Avant d'entamer une démarche de regroupement, il est fortement conseillé aux municipalités de contacter la direction régionale du MAMOT. Au besoin, cette dernière offre une assistance technique, et ce, à chacune des étapes. Dans tous les cas, le regroupement municipal est une démarche volontaire et consensuelle et il appartient aux municipalités impliquées de déterminer la meilleure façon de procéder, selon le contexte dans lequel elles évoluent, en vue de la présentation d'une demande commune au gouvernement.

Figure 1
Résumé des grandes étapes suggérées d'un regroupement



1^{re} étape : l'étude d'opportunité

Les municipalités locales peuvent conclure une entente ayant pour objet de faire effectuer une étude sur les implications d'un regroupement. Une telle démarche vise à fournir aux autorités municipales un cadre pour évaluer l'opportunité de procéder au regroupement et amorcer, le cas échéant, la négociation des conditions. Les municipalités intéressées peuvent réaliser elles-mêmes l'étude, faire appel à un consultant ou encore solliciter l'assistance technique du MAMOT. Quelle que soit l'approche privilégiée, la réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement doit se faire sur une base volontaire et consensuelle.

L'assistance technique du MAMOT

Les conseils municipaux ont la possibilité, en adoptant des résolutions à cet effet, de solliciter conjointement l'assistance technique du MAMOT pour les accompagner dans la réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement. Cette assistance est gratuite et n'est pas conditionnelle à un engagement des parties de donner suite aux études.

Une étude réalisée avec l'assistance technique du MAMOT requiert la mise sur pied d'un comité de travail composé d'élus et d'officiers municipaux de chacune des municipalités impliquées. Ce comité de travail, mandaté pour réaliser l'étude, a notamment la responsabilité de fournir la documentation requise, de valider les données budgétaires, de déterminer les hypothèses et de définir les enjeux d'un regroupement. La réalisation d'une telle étude peut s'échelonner sur trois à neuf mois, selon la disponibilité des représentants des municipalités impliquées. La mobilisation des élus et des officiers municipaux associés au comité de travail est essentielle à la réalisation de l'étude.

À ce stade, l'intervention du MAMOT peut également se limiter à fournir de l'information sur l'encadrement légal et à expliquer les grandes étapes menant à un regroupement. Il peut aussi seconder les fonctionnaires municipaux dans la réalisation d'une étude réalisée par une firme privée. Si vous désirez obtenir plus d'information sur l'assistance technique offerte, vous pouvez vous adresser à la direction régionale.

L'appel à un consultant

Les municipalités pourraient choisir de confier en tout ou en partie la réalisation de l'étude à un consultant. Le cas échéant, il est minimalement requis de s'entendre sur le mandat à accorder, de sélectionner le consultant conformément aux règles d'adjudication applicables aux contrats municipaux, s'il y a lieu, et de convenir de la répartition des coûts par une entente entre les municipalités. Il faut bien circonscrire, dans un devis, le mandat du consultant, car le succès de la collaboration entre les municipalités et le consultant repose notamment sur la clarté des attentes des conseils et sur une description adéquate des services offerts par le consultant. De plus, une démarche collaborative est à privilégier plutôt qu'un projet clés en main qui pourrait ne pas répondre aux attentes. Avant d'accorder un mandat à un consultant, il est recommandé de convenir des éléments suivants :

- la description des travaux;
- l'échéancier de réalisation des travaux;

- la coordination des travaux;
- la contribution des officiers municipaux;
- les coûts de l'étude de même que les modalités de paiement;
- la façon d'assurer le suivi des travaux.

De plus, les conseils municipaux impliqués pourraient s'entendre avec le consultant sur les suites à donner à l'étude si les municipalités décident de poursuivre leur démarche. Les principales clauses à négocier seraient alors :

- les coûts exigés pour effectuer d'éventuelles mises à jour de l'étude ou pour produire d'autres simulations budgétaires afin de répondre aux besoins des conseils en cours de négociation;
- la présence du consultant aux séances d'information publiques.

Les frais engagés par les municipalités pour faire réaliser une étude sur les implications d'un regroupement pourraient être partagés entre elles au prorata de leur richesse foncière uniformisée, de leur population ou selon toute autre modalité ou combinaison de modalités à être négociée. Le MAMOT offre, par ailleurs, une aide financière pour la réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement par l'entreprise privée. Il rembourse 50 % du coût de l'étude jusqu'à un maximum établi en fonction du total des budgets des municipalités concernées (se référer à la section intitulée « Aide gouvernementale » du présent guide pour obtenir des renseignements détaillés sur les sommes maximales pouvant être accordées).

Le contenu d'une étude

Tel que cela a été mentionné précédemment, l'étude vise essentiellement à fournir aux autorités municipales un cadre pour évaluer l'opportunité d'un regroupement et amorcer, le cas échéant, la négociation des conditions qui seraient convenues dans une demande commune. En règle générale, les objectifs poursuivis par l'étude d'opportunité sont les suivants :

- poser un regard sur les aspects socioculturels, économiques, géographiques et politiques à considérer;
- examiner les impacts financiers et fiscaux qu'aurait un regroupement, notamment sur la charge fiscale des contribuables;
- définir les principaux enjeux d'un regroupement;
- présenter les prévisions budgétaires de la nouvelle municipalité (année financière de référence).

Chaque projet de regroupement de municipalités est un cas unique et peut nécessiter certaines analyses particulières. Il appartient aux conseils municipaux concernés de décider de la portée de l'étude à réaliser. Il est, par conséquent, impossible de fournir dans le présent guide un devis technique universel pour l'étude d'opportunité. Néanmoins, pour aider les conseils à préparer leur devis de la manière la plus complète possible, une liste détaillée des éléments pouvant faire l'objet de l'étude est présentée et commentée à l'annexe 1 de ce guide. À partir de cette liste, les élus pourront faire un tri ou ajouter d'autres dimensions répondant aux besoins propres à leur situation. Il est important de retenir qu'il faut dresser le devis en fonction des besoins de chaque milieu en s'efforçant de considérer plusieurs variables.

À titre indicatif, les aspects suivants pourraient faire l'objet d'une étude :

- caractéristiques générales des municipalités impliquées;
- considérations historiques et démographiques;
- aspects socioculturels, économiques, géographiques et politiques;
- services municipaux et intermunicipaux;
- ressources humaines et matérielles disponibles;
- aspects financiers et fiscaux.

Cette liste ne devrait pas être considérée comme limitative. Des situations particulières peuvent exiger que d'autres aspects soient abordés alors que certains se trouvant dans cette liste seront supprimés.

2^e étape : la négociation des conditions

Les municipalités qui souhaitent poursuivre la démarche, à la suite de la réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement, entreprennent alors les discussions afin de définir les conditions et les modalités suivant lesquelles leurs municipalités pourraient être regroupées. Sur demande, le MAMOT peut assister les conseils dans la négociation des modalités et des conditions à prévoir dans une demande commune de regroupement et avoir recours, au besoin, à des ressources gouvernementales spécialisées.

À titre indicatif, l'annexe 2 donne un exemple de formulation d'une demande commune par laquelle les conseils demandent au gouvernement de constituer une municipalité locale dont le territoire correspond à l'ensemble des leurs. Certains éléments doivent être inclus dans la demande commune de regroupement adressée au gouvernement. Outre ces éléments obligatoires, les conseils peuvent négocier et inclure toutes autres conditions qu'ils jugent nécessaires. D'ailleurs, l'étude du regroupement aura possiblement permis de déterminer certaines modalités financières, fiscales ou autres que les conseils désireront introduire. Par exemple, il est fréquent que les conseils s'entendent dès l'étude d'opportunité sur des balises précises quant à la mise en commun des actifs et des passifs.

De plus, les conseils peuvent conclure diverses conditions de regroupement qui, en dehors de ce contexte précis, seraient impossibles. En effet, pour assurer une transition, le décret gouvernemental qui constituera la nouvelle municipalité peut contenir des conditions de regroupement pouvant créer une règle de droit municipal ou déroger à toute disposition d'une loi dont l'application relève du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, à toute loi spéciale régissant une municipalité locale ou à tout acte pris en vertu d'une telle loi (voir l'article 214.3 de la LOTM). Par exemple, tel que cela a été évoqué précédemment, il pourrait être possible de modifier les clauses de remboursement d'un règlement d'emprunt. Il pourrait aussi être possible de préciser le nombre de conseillers pouvant provenir de chacune des anciennes municipalités lors de la première élection générale. Il faut cependant utiliser cette marge de manœuvre avec réserve. Il peut être raisonnable de modifier les clauses de remboursement d'un règlement d'emprunt s'il concerne, par exemple, un équipement qui profitera à tous les citoyens de la nouvelle municipalité. À l'inverse, il serait exagéré de prévoir que chacune des anciennes municipalités sera toujours représentée par un même nombre de conseillers. Il faut se rappeler que les conditions spéciales doivent avoir comme but de faciliter le regroupement et leur effet doit être d'une durée limitée.

Les objets de négociation sont regroupés dans ce chapitre sous quatre thèmes : le statut de la nouvelle municipalité, les aspects électoraux, les aspects financiers et fiscaux et les dispositions transitoires. L'ordre retenu pour la présentation des thèmes n'est pas une indication de l'ordre dans lequel la négociation devrait se dérouler. Un astérisque marquera chacun des éléments qui doivent être inclus dans la demande commune de regroupement, conformément à l'article 86 de la LOTM. De plus, la liste des sujets traités n'est pas exhaustive : il appartient aux conseils concernés de négocier tous les sujets qu'ils jugent essentiels à la réalisation du regroupement.

Le statut de la nouvelle municipalité

Le nom de la municipalité*

Le nom d'une municipalité locale comprend le mot « municipalité », « village » ou « ville » et un toponyme. Il n'est plus possible d'utiliser les anciennes désignations telles que « paroisse » ou « canton » pour les municipalités nouvellement constituées.

Si les élus ne peuvent s'entendre sur le nom de la nouvelle municipalité, ils peuvent choisir un nom provisoire et s'engager, dans la demande commune de regroupement, à consulter la population sur ce sujet. Si le nom provisoire n'est pas retenu, le conseil pourrait devoir procéder à une demande de changement de nom, conformément à la LOTM.

La loi qui régira la municipalité*

Il s'agit, selon le cas, d'indiquer le Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1), la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) ou la Charte de la Ville de Québec, capitale-nationale du Québec (RLRQ, chapitre C-11.5) si l'une de ces deux villes est partie à la demande.

Pour connaître les principales différences entre les compétences et les responsabilités à assumer selon le régime auquel la municipalité est assujettie, il est possible de consulter l'annexe 5 du [Guide de procédure sur le changement de régime](#) d'une municipalité locale disponible sur le site Internet du MAMOT.

Le rattachement à une municipalité régionale de comté*

Si le territoire de la nouvelle municipalité se trouve dans une seule et même municipalité régionale de comté (MRC), c'est cette dernière à laquelle sera rattachée la nouvelle municipalité.

Lorsque les municipalités parties au regroupement ne sont pas toutes situées dans la même MRC, il importe alors que les conseils s'entendent sur le choix de l'une ou l'autre MRC. Si les municipalités demanderesse le désirent, elles peuvent s'engager, dans la demande commune, à consulter la population à ce sujet lors de la première élection générale. Le résultat de cette consultation pourra valider le choix de la MRC retenue par les conseils ou mener à un transfert de MRC, conformément aux dispositions de la LOTM.

Le maintien de dispositions législatives spéciales*

On indique ici les pouvoirs spéciaux obtenus dans le passé par les anciennes municipalités et que l'on voudrait garder pour la nouvelle municipalité. Les pouvoirs spéciaux peuvent figurer dans une loi d'intérêt privé ou des lois annuelles.

Les aspects électoraux

La date du scrutin pour la tenue de la première élection générale et l'année civile où sera tenue la deuxième élection générale*

Un regroupement pouvant être en vigueur à tout moment de l'année, les municipalités doivent s'entendre sur la date du scrutin pour la tenue de la première élection générale permettant d'élire les membres du conseil de la nouvelle municipalité. Les dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2), ci-après nommée LERM, encadrant la tenue d'une élection générale sont alors applicables, à moins que la demande ne prévoise autrement.

Pour des raisons pratiques, il vaut mieux prévoir que cette élection se tiendra au plus tôt trois mois après la constitution de la nouvelle municipalité. Afin de favoriser la participation des électeurs, le choix d'un dimanche doit être privilégié pour la tenue du scrutin.

Le décret de regroupement doit prévoir l'année civile où sera tenue la deuxième élection générale de municipalité regroupée. À partir de ce moment, la municipalité est régie par les règles usuelles encadrant la tenue de l'élection générale, ce qui signifie notamment que le scrutin se tiendra le premier dimanche de novembre, à moins que la demande ne prévoise autrement.

La division du territoire en districts électoraux*

Selon la population de la municipalité, différentes règles s'appliquent en matière de division du territoire en districts électoraux. La LERM prévoit les cas où la division en districts électoraux est obligatoire et ceux où elle est facultative.

La LERM oblige les municipalités de 20 000 habitants ou plus à diviser leur territoire en districts électoraux. Le nombre minimal et maximal de districts, qui détermine le nombre de conseillers municipaux, est fixé par la LERM. En ce qui concerne les règles de découpage en districts électoraux, il est à noter que la LERM prévoit que les districts doivent assurer la plus grande homogénéité sociodémographique, compte tenu de certains critères énoncés à l'article 11 de la LERM. De plus, la population de la municipalité regroupée doit être répartie le plus équitablement possible entre les districts, en respect des écarts autorisés (LERM, article 12). Il est à noter que la procédure de division en districts électoraux est prévue par la LERM et donne lieu à l'adoption d'un règlement par la municipalité, lequel doit être transmis à la Commission de la représentation électorale. Dans le cadre des négociations par les conseils, il est recommandé de convenir, dans la fourchette de districts prévue par la LERM, du nombre de districts de la municipalité regroupée ainsi que de la procédure de division du territoire en districts électoraux ou, le cas échéant, de la façon permettant d'effectuer celle-ci. En l'absence d'entente à ce sujet, le conseil provisoire devra l'établir.

Dans le cas où la population de la nouvelle municipalité n'atteindrait pas 20 000 habitants, celle-ci n'est pas tenue de diviser son territoire en districts électoraux. Toutefois, la nouvelle municipalité peut le faire en adoptant un règlement aux deux tiers de ses membres, lequel doit entrer en vigueur pendant la deuxième année civile qui précède l'année de l'élection générale (LERM, article 5). Dans ce cas, les conseils peuvent décider d'en faire une condition au regroupement.

Enfin, dans les cas où le découpage du territoire en districts électoraux ne serait pas requis par la Loi et n'est pas souhaité par les conseils, il est possible pour ces derniers de convenir de la représentation de chacune des anciennes municipalités lors de la première élection générale en partageant les postes. Ce partage se fait généralement en fonction de la population respective des anciennes municipalités. Une telle mesure exceptionnelle doit être temporaire. Son but est d'assurer une transition vers une représentation conforme aux dispositions des lois qui sont normalement applicables sur ce sujet. Il est donc suggéré de restreindre au premier mandat du conseil de la nouvelle municipalité cette représentation, laquelle déroge aux dispositions usuelles de la LERM.

Les aspects financiers et fiscaux

Le budget de la nouvelle municipalité

Selon le cas, il peut être souhaitable de préciser l'encadrement budgétaire qui devrait être suivi à partir du moment du regroupement jusqu'à l'adoption du premier budget de la nouvelle municipalité.

Étant donné que les conseils ont chacun un budget en vigueur au moment du regroupement, il est préférable que ces prévisions, puisqu'elles ont été adoptées par les conseils, soient respectées jusqu'à la fin de l'année financière visée par le budget. Il est toutefois bon de prévoir dans la demande commune de regroupement qu'une dépense découlant du regroupement pourra ou devra être divisée entre les anciennes municipalités en proportion de leur richesse foncière uniformisée établie à une date donnée ou de tout autre critère.

Les surplus ou les déficits accumulés

La préparation du bilan de fermeture des municipalités visées par un regroupement peut dégager un surplus ou un déficit. Si l'on ne précise pas la façon de procéder, le conseil de la nouvelle municipalité pourra agir à sa guise. C'est pourquoi les élus concernés par un projet de regroupement jugent souvent opportun de prévoir les modalités d'utilisation des surplus ou de paiement des déficits.

Ils peuvent convenir que les surplus ou les déficits accumulés soient versés ou imputés à l'ensemble des contribuables de la nouvelle municipalité. Ils peuvent aussi rester au bénéfice ou à la charge des contribuables de l'ancienne municipalité qui les a générés. S'il s'agit d'un surplus, son utilisation pourra être précisée. Par exemple, ces sommes pourraient être utilisées pour une baisse de taxes, la création d'un fonds de roulement, l'achat d'actifs, l'amélioration d'infrastructures, etc.

Les dettes

Si des municipalités participant au projet de regroupement ont des dettes, il y a lieu de prévoir les modalités de remboursement (capital et intérêts) de ces dettes. Les conseils peuvent décider d'une nouvelle

répartition de la charge de chaque emprunt. Le remboursement d'un emprunt peut ainsi être à la charge des immeubles d'un seul secteur, des immeubles situés sur le territoire d'une ancienne municipalité ou des immeubles de l'ensemble de la nouvelle municipalité. Dans ce dernier cas, le remboursement d'un emprunt peut être réparti sur les groupes d'immeubles de l'une ou l'autre des anciennes municipalités dans des proportions différentes.

Il n'est pas nécessaire de répéter dans la demande commune les modalités de remboursement des emprunts dont la répartition n'est pas modifiée par le regroupement. Par contre, les municipalités peuvent considérer d'inscrire les modalités de remboursement des emprunts qui ne seraient plus, après regroupement, à la charge des propriétaires des immeubles prévus dans le règlement initial, si tel est leur souhait. Il peut s'agir d'étendre à l'ensemble des immeubles de la nouvelle municipalité le remboursement d'un emprunt jusqu'alors à la charge de l'ensemble des propriétaires des immeubles imposables d'une des municipalités, ou de modifier un secteur dont les propriétaires des immeubles assument le remboursement d'un emprunt.

Les élus peuvent convenir de nouvelles clauses d'imposition pour la durée des règlements en cause. Ils peuvent aussi choisir la période au cours de laquelle s'appliqueront les nouvelles modalités. S'ils désirent laisser plus de marge de manœuvre au futur conseil, ils peuvent établir que les nouvelles modalités s'appliqueront jusqu'à ce que le conseil de la nouvelle municipalité en décide autrement par un règlement approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Dans les cas où les conseils voudraient préciser dans la demande commune que des emprunts doivent être à la charge d'un secteur défini, il faut dans certains cas prévoir que la clause de taxation pourra être modifiée ultérieurement par le conseil de la nouvelle municipalité.

Le fonds de roulement

Lors de la négociation des conditions du regroupement, les élus peuvent s'entendre pour mettre à la disposition du futur conseil des sommes nécessaires aux fins de sa compétence en constituant ou en augmentant un fonds de roulement. Ils peuvent en contrepartie profiter de l'occasion pour abolir un fonds de roulement dans l'une ou l'autre des municipalités.

Les modalités de constitution ou d'augmentation d'un fonds peuvent être établies, de même que celles prévoyant la fin d'un fonds et l'utilisation du montant non engagé. Si un fonds de roulement est maintenu et qu'une partie de ce fonds est engagée, des modalités de reconstitution peuvent être prévues dans l'entente.

Les dispositions transitoires

La composition du conseil provisoire*

Il s'agit de déterminer le nombre et la provenance des élus qui administreront la municipalité à partir de sa création jusqu'à la première élection générale. Habituellement, le conseil provisoire est formé de l'ensemble des membres des conseils des municipalités regroupées et les maires alternent, pour des périodes égales, comme maire de la nouvelle municipalité. Le choix de la personne qui siégera en premier comme maire s'effectue souvent par tirage au sort. Le cas échéant, il est suggéré de procéder au tirage au sort avant

d'adopter la demande commune puis d'y inscrire le nom de la personne qui aura été choisie. La demande de regroupement peut prévoir qu'une voix additionnelle est accordée, au sein du conseil provisoire, au maire de l'ancienne municipalité au conseil de laquelle une vacance est constatée. De plus, la demande de regroupement peut prévoir la tenue d'une élection partielle en cas de vacance du poste de maire des anciennes municipalités. Le décret de regroupement doit également prévoir la rémunération qui sera en vigueur pour le conseil provisoire.

Il convient de mentionner que, lorsque les maires de deux anciennes municipalités agissent en alternance comme maire de la nouvelle municipalité, ils agissent comme conseiller et maire suppléant durant la période où ils n'agissent pas comme maire. Il est possible de prévoir dans la demande commune de regroupement que, malgré cette alternance, les maires des anciennes municipalités conservent les qualités requises pour siéger au conseil de la MRC ou pour agir comme préfet, le cas échéant, durant toute la durée du conseil provisoire.

S'il y a plusieurs municipalités en cause, il est possible de former un comité exécutif. Dans un tel cas, on peut aussi désigner, pour cette période transitoire, l'un des maires et un nombre plus restreint de conseillers de chaque municipalité. Il y a aussi lieu de prévoir la composition du comité exécutif transitoire s'il en existe déjà un dans une des municipalités ou si le conseil de la nouvelle municipalité se compose de 12 membres ou plus.

La première séance du conseil provisoire*

Les conseils doivent s'entendre sur une date, une heure et un lieu pour la tenue de la première séance du conseil provisoire. Habituellement, la première séance se tient le deuxième lundi suivant l'entrée en vigueur du regroupement.

Le choix du premier greffier ou secrétaire-trésorier*

Les conseils doivent s'entendre sur la personne qui occupera le poste de greffier ou de secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité.

Quoique facultatif, d'autres nominations peuvent être reçues pour exercer certaines fonctions dans la nouvelle municipalité. Le recours à une ressource professionnelle externe, après s'être entendu sur une définition de tâches la plus précise possible, peut faciliter la sélection. Le décret de regroupement doit indiquer que ces nominations valent jusqu'à ce que le conseil de la nouvelle municipalité en décide autrement, conformément à la loi.

Les poursuites par ou contre la ou les municipalités

Il se peut que des municipalités participant au regroupement fassent l'objet de poursuites ou soient engagées dans de telles procédures. Bien que les municipalités soient habituellement protégées par des assurances, il y a toujours des coûts possibles, des situations non couvertes, une franchise à payer, des compensations à verser, les coûts de la défense ou les frais de justice à assumer. Les conseils peuvent désirer se protéger contre ces coûts potentiellement importants ou vouloir garder pour leurs concitoyens les avantages de tout gain résultant d'une poursuite. Il est ainsi possible de prévoir des dispositions quant à ces éventualités.

L'office municipal d'habitation

Il est possible d'inclure dans la demande commune une modalité visant à créer un nouvel office municipal d'habitation qui remplacera celui ou ceux des municipalités regroupées. Le fait que le nouvel office soit créé concurremment avec le regroupement permet d'éviter toute ambiguïté et assure une meilleure continuité.

La fin de la régie intermunicipale

Les municipalités qui prennent part à un regroupement peuvent s'échanger des services et être unies par différentes ententes ou conventions. Les services donnés par convention, délégation de pouvoir ou offre de service n'occasionnent aucune difficulté avec le regroupement. Tous ces échanges de services cessent à moins qu'ils ne comptent une tierce municipalité. Alors, l'entente avec cet autre partenaire devra être respectée jusqu'à son échéance par la nouvelle municipalité constituée.

Lorsque les municipalités qui se regroupent sont les seuls membres d'une régie, une condition de la demande commune peut y mettre fin, puisqu'il s'agit d'un organisme autonome créé par elles qui n'a plus sa raison d'être.

La cour municipale

La Loi sur les cours municipales (RLRQ, chapitre 72.01) prévoit notamment les règles applicables en matière de regroupement municipal et les effets de ces regroupements sur la compétence territoriale de la cour municipale. Sans entrer dans les détails, il pourrait être requis de prévoir ce qui advient de la compétence de la cour lorsqu'un regroupement municipal survient. Les situations peuvent être diverses selon les cas.

Il est recommandé de communiquer avec le ministère de la Justice si l'une ou l'autre des municipalités desservies par une cour municipale est touchée par un regroupement. Les représentants de ce ministère fourniront l'information pertinente à chaque cas. Cette information peut être obtenue à l'endroit suivant :

- Direction générale des services de justice
Ministère de la Justice
1200, route de l'Église, 7^e étage
Sainte-Foy (Québec) G1J 4M1
Tél. : 418 644-7700

Quelques conseils pour faciliter la négociation

Dans un processus de négociation, un seul enjeu peut entraîner la réussite ou l'échec des travaux. Voici quelques suggestions qui favorisent habituellement le bon déroulement de la négociation :

- s'entendre sur l'échéancier des négociations et prévoir des rencontres rapprochées auxquelles pourront participer le plus d'élus possible, ce qui permettra à chacun de suivre l'évolution du projet et de dégager continuellement le plus large consensus possible;
- choisir une personne neutre qui agira comme animateur pour permettre à chaque membre des conseils de participer pleinement à toutes les discussions. Par contre, si les conseils tiennent à ce

que ce soit un élu, l'alternance entre les membres de tous les conseils concernés est alors à privilégier;

- désigner une personne (habituellement un fonctionnaire) pour consigner les éléments de consensus afin d'y référer au besoin.

3^e étape : la consultation de la population

Il est souhaitable que les élus municipaux associent la population à leur démarche tout au long des étapes qui, le cas échéant, mèneront au regroupement. L'adhésion de la population est un facteur important de succès et c'est pourquoi il est important de développer une stratégie de communication.

La diffusion de l'information peut prendre différentes formes. Il appartient aux élus de décider des façons les plus appropriées d'atteindre la population compte tenu des moyens disponibles. Dans la présente partie, nous aborderons brièvement certaines façons les plus couramment utilisées et peu coûteuses de présenter le projet de regroupement aux citoyens concernés.

Qui livre l'information?

Les membres de chacun des conseils municipaux sont susceptibles d'être régulièrement sollicités par les médias sur le déroulement du projet de regroupement. Les élus devraient convenir dès le départ de la manière d'assurer les relations avec les médias d'information. Une première action est de désigner des porte-paroles. Dans bien des cas, les maires peuvent assumer ce rôle. Dans d'autres cas, lorsque les municipalités ont déjà mis sur pied un comité de travail, ce dernier, formé de personnes mandatées par les conseils, assure les relations avec la presse locale et la population. Quelle que soit la solution retenue, il apparaît essentiel de maintenir une attitude d'ouverture et de clarté dans la diffusion de l'information.

Comment l'information est-elle véhiculée?

L'information peut être diffusée chaque fois qu'une étape importante est franchie ou que certaines décisions sont prises. La rédaction de communiqués conjoints pour informer la population de l'état d'avancement du projet est une manière efficace d'être actif en matière d'information. Les enjeux doivent être clairs et l'information, précise. En ce sens, il est préférable de faire porter l'information sur les choix retenus par les élus plutôt que sur les multiples hypothèses considérées.

À la suite des analyses, lorsque les conseils municipaux s'entendent sur le bien-fondé du regroupement et sur les modalités de sa réalisation, le moment est venu de présenter un projet concret à la population. La présentation du projet de regroupement peut se faire notamment par la diffusion d'un document conjoint d'information dans les municipalités ou lors d'une réunion publique d'information conjointe. Les deux initiatives peuvent aussi se compléter. Dans ce dernier cas, le document d'information devrait précéder quelque peu la réunion publique; il peut même servir à la convoquer. Ainsi, les discussions lors des réunions seront plus enrichissantes, puisque les citoyens auront eu la possibilité de prendre connaissance des principaux enjeux avant les rencontres publiques.

Le projet de regroupement peut aussi être rendu public au cours d'une conférence de presse convoquée par les municipalités concernées. La meilleure formule est celle qui permettra aux citoyens intéressés par le regroupement de bien connaître le projet et ses implications.

Le document d'information

Un document d'information livré à domicile peut être un outil efficace pour atteindre l'ensemble de la population. D'une façon non limitative, le document d'information pourra traiter des aspects suivants :

- enjeux et objectifs du regroupement;
- modalités du regroupement telles que négociées par chacun des conseils;
- principales implications sociopolitiques, administratives, financières et fiscales du regroupement; principaux avantages et inconvénients du regroupement;
- position des conseils municipaux sur l'opportunité de donner suite au projet de regroupement;
- calendrier des principaux événements à venir, s'il y a lieu l'annonce des réunions d'information publique (endroit, date et heure);
- numéro de téléphone pour permettre l'obtention d'information additionnelle et l'endroit où l'on peut consulter et obtenir une copie de la documentation disponible (étude de faisabilité, projet de regroupement, etc.).

Les réunions publiques d'information

Les réunions publiques d'information sont un bon moyen d'atteindre la population. Il s'agit d'une façon dynamique d'expliquer le projet et de prendre le pouls des citoyens.

Lorsque les municipalités sont peu peuplées, une ou deux réunions d'information tenues conjointement peuvent suffire. De telles réunions conjointes favorisent les interactions entre les citoyens des différentes municipalités. Si les municipalités sont plus peuplées, il sera peut-être nécessaire de tenir un plus grand nombre de réunions publiques d'information conjointe.

Les municipalités pourraient également choisir de tenir, dans un premier temps, des réunions publiques d'information sur leur territoire respectif et, dans un deuxième temps, une réunion publique d'information conjointe à laquelle les citoyens de chacune des municipalités seraient invités. Dans tous les cas, l'organisation de réunions publiques d'information nécessite une certaine planification sur les plans matériel et du contenu. Il faut notamment prévoir les éléments suivants.

La convocation

La convocation est habituellement faite au moyen d'une lettre circulaire envoyée à chaque adresse, précisant le lieu, la date et l'heure de la réunion. Le document d'information peut également servir à convoquer les réunions d'information publique; il apparaît toutefois nécessaire que cette convocation soit mise en évidence dans le document.

Le choix d'un animateur

Un maire de l'une ou l'autre des municipalités ou un conseiller pourra agir comme animateur. Si plus d'une réunion est prévue, il pourra y avoir alternance entre les représentants des municipalités.

Les municipalités peuvent également recourir aux services d'une personne extérieure ayant l'expérience de ce genre de rencontres et qui est reconnue dans le milieu. Il apparaît préférable que la personne travaille dans un autre domaine que celui des administrations municipales pour assurer son impartialité.

L'accueil

Lorsqu'un document d'information est distribué à l'entrée, les personnes à l'accueil s'assurent que chaque citoyen en a reçu une copie. Même si le document en question a été distribué à chaque adresse avant les réunions, il est fortement conseillé d'en avoir des exemplaires lors des rencontres, pour les personnes présentes. Cela est particulièrement important, en l'absence de matériel audiovisuel, pour faciliter la présentation de certaines données, principalement celles portant sur les aspects financiers et fiscaux.

L'ordre du jour

Il s'agit de procéder ici de la même manière que pour toute autre réunion du conseil. Il est judicieux de prévoir une période assez longue pour les questions de la population, car il s'agit d'un projet complexe qui suscite souvent plusieurs interrogations de la part des citoyens.

Le déroulement de la réunion

La participation des élus de chaque municipalité dans la présentation de l'information devrait être privilégiée pour bien faire comprendre à la population qu'il s'agit d'un projet commun préparé selon les choix des conseils municipaux concernés. La présentation de l'information sur le regroupement peut être faite par les maires des municipalités ou par d'autres élus. Ils pourront être secondés par les personnes-ressources qui ont contribué à l'étude de faisabilité et à la négociation des conditions de regroupement.

Les référendums consultatifs

Un référendum consultatif est une consultation populaire organisée à l'initiative des élus municipaux, dont les modalités sont prévues par la LERM. À titre consultatif, le conseil d'une municipalité peut soumettre une question qui est de sa compétence à l'ensemble des personnes habiles à voter ou à celles de la partie de son territoire concernée par la question. Il permet d'obtenir ou non un cautionnement de la population pour un sujet important dans la vie de la collectivité.

Ainsi, le référendum consultatif peut s'avérer utile pour les conseils municipaux qui souhaitent obtenir l'appui des citoyens sur un projet de regroupement de municipalités, pourvu que les citoyens concernés aient accès à toute l'information sur le projet en question avant de se prononcer sur son opportunité. La décision de tenir un référendum consultatif revient à chacun des conseils impliqués dans une démarche de regroupement. Précisons que, à la suite de la présentation d'une demande commune de regroupement, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pourrait ordonner la consultation des personnes habiles à voter, soit de toutes les municipalités demanderesse, soit de l'une ou de plusieurs d'entre elles, par scrutin référendaire.

4^e étape : la demande commune des municipalités et l'approbation gouvernementale

Après avoir rencontré la population, les élus doivent décider s'ils présenteront au gouvernement une demande commune de regroupement. Si la décision est positive, les conseils doivent alors accomplir un ensemble d'actions, la plupart étant précisées dans la LOTM.

La préparation de la demande commune

L'avis de motion et le projet de règlement

L'adoption d'un règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement au gouvernement doit être précédée d'un avis de motion ainsi que du dépôt d'un projet de règlement.

L'avis de motion est donné par un des membres du conseil pour informer les élus qu'ils auront à se prononcer sur un règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement au gouvernement. Il vise également à informer les citoyens que le conseil sera saisi d'un projet de règlement qui les concerne et sur lequel ils pourront éventuellement questionner leurs élus, notamment en séance du conseil. L'avis de motion n'est pas soumis au vote des membres du conseil et ne nécessite pas la publication d'un avis.

Le projet de règlement peut être déposé par un membre du conseil à la séance où l'avis de motion est donné, ou lors d'une séance antérieure ou ultérieure. Précisons que le projet de règlement peut être modifié à la suite de sa présentation sans qu'il soit nécessaire de le présenter de nouveau. Cependant, les modifications apportées ne doivent pas être de nature à changer son objet, auquel cas un nouveau dépôt sera exigé.

La description et le plan du territoire

Une description ainsi qu'un plan du territoire de la nouvelle municipalité devront être préparés par un arpenteur-géomètre. Ces documents doivent être préparés avant que les municipalités n'adoptent leur règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement. La date de la description et du plan doit en effet précéder celle du règlement de chaque municipalité demanderesse. Ces travaux peuvent être confiés à l'arpenteur-géomètre après que l'avis de motion a été donné. On s'assure ainsi que le projet de regroupement fait l'objet d'une entente entre les parties et que les travaux ne sont pas exécutés inutilement.

Comme ces documents doivent être approuvés et validés par le Bureau de l'arpenteur général du Québec (BAGQ), qui relève du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), les municipalités ont

tout avantage à inviter l'arpenteur-géomètre à se conformer aux normes¹ du MERN dans la préparation des documents en vue de réduire les délais de traitement du dossier. Une fois que les documents auront été déposés au greffe de l'arpenteur général du Québec, le BAGQ transmettra une copie à l'arpenteur-géomètre qui pourra à son tour les transmettre à la municipalité qui l'a mandaté afin qu'elle poursuive ses démarches.

La demande commune de regroupement

Puisque la demande commune sera transmise par la municipalité ayant la population la plus élevée, il est recommandé que ce soit celle-ci qui s'occupe de faire préparer les documents par l'arpenteur-géomètre. Les municipalités peuvent se partager les frais au prorata de leur richesse foncière uniformisée ou selon tout autre critère convenu entre elles.

Le règlement et la publication de l'avis (article 85)

Chaque conseil adopte un règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement au gouvernement (voir l'exemple à l'annexe 3). Chaque règlement doit être adopté par le vote affirmatif de la majorité absolue des membres du conseil et doit faire l'objet d'un avis public mentionnant la nature du règlement, la date de son adoption et l'endroit où il peut être consulté. Cette publication est requise pour permettre l'entrée en vigueur du règlement.

En règle générale, les municipalités régies par le Code municipal du Québec doivent afficher leurs avis publics à deux endroits sur leur territoire, alors que celles qui sont régies par la Loi sur les cités et villes doivent les publier par affichage au bureau de la municipalité et dans un journal distribué sur leur territoire. Or, les municipalités ont toutefois la possibilité de se soustraire à ces règles et de choisir les modalités de publication de leurs avis publics. Pour s'en prévaloir, les municipalités doivent d'abord procéder à l'adoption d'un règlement. Nous invitons les municipalités à se référer aux articles 433.1 du Code municipal du Québec ou 345.1 de la Loi sur les cités et villes.

Puisque les règlements font référence à la demande commune et autorisent les représentants de chacune des municipalités demanderesse à signer cette demande, il est donc nécessaire que les conseils municipaux se soient mis d'accord sur l'ensemble des modalités du regroupement avant l'adoption dans chaque municipalité du règlement autorisant la présentation de la demande au gouvernement.

La signature de la demande commune

Les représentants des municipalités qui seront désignés dans les règlements (habituellement le maire et le secrétaire-trésorier ou le greffier de chacune des municipalités demanderesse) devront signer la demande commune. Ils pourront procéder à cette signature après l'entrée en vigueur des règlements autorisant la présentation d'une demande commune.

¹ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2013), *Instructions générales d'arpentage*, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, 296 p. [En ligne] [<https://foncier.mern.gouv.qc.ca/Portail/media/1545/instructions-generales-d-arpentage-2013.pdf>] (Consulté le 24 juillet 2018).

Puisqu'il s'agit d'un acte important dans la conclusion d'un regroupement, les conseils peuvent rendre publique la signature de la demande et en profiter pour faire connaître les suites du projet.

La publication de la demande commune (article 90)

Après la signature de la demande commune, le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité la plus populeuse doit faire publier le texte dans un journal distribué sur le territoire des municipalités demanderesses. Ce journal peut être l'un des quotidiens nationaux, un quotidien régional, un hebdomadaire ou tout autre média écrit (voir à l'annexe 4 un exemple d'avis à publier).

Cette publication doit être accompagnée d'un avis mentionnant le droit pour toute personne intéressée de faire connaître par écrit au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire son opposition à la demande commune de regroupement dans les 30 jours suivant la publication de l'avis. Il est important également de faire publier la description du territoire de la future municipalité, puisqu'on y fait référence dans la demande.

Le ministre doit aviser par écrit chacune des municipalités demanderesses de toute opposition qu'il a reçue durant les 30 jours qui suivent la publication de la demande de regroupement dans un journal.

La consultation de la MRC et de la Commission de toponymie (articles 87 à 89)

Après l'entrée en vigueur des règlements et la signature de la demande, le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité ayant la population la plus élevée transmet une copie certifiée conforme de la demande au secrétaire-trésorier de la MRC ou de la communauté métropolitaine dont le territoire comprend ceux des municipalités demanderesses. Si les municipalités impliquées sont situées sur le territoire de plusieurs MRC, la copie certifiée conforme de la demande doit être acheminée à chacune d'elles. Des copies de la description et du plan du territoire de la nouvelle municipalité faits par un arpenteur-géomètre et validés par le BAGQ doivent accompagner la copie de la demande. Le conseil de la MRC ou de la communauté métropolitaine a 60 jours pour faire connaître son avis sur la demande de regroupement.

Une copie certifiée conforme de la demande doit aussi être acheminée à la Commission de toponymie. Cette dernière a également 60 jours pour donner son avis sur le nom proposé pour la nouvelle municipalité. L'adresse de la Commission est la suivante :

- Commission de toponymie
750, boulevard Charest Est, bureau 100
Québec (Québec) G1K 9M1
Tél. : 418 643-2817

Si les organismes consultés ne réagissent pas dans le délai imparti, le secrétaire-trésorier ou le greffier de la municipalité demanderesse ayant la population la plus élevée dresse un certificat attestant leur défaut de faire connaître leur avis.

La transmission des documents au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (article 92)

Le plus tôt possible après la publication de la demande commune, le secrétaire-trésorier ou le greffier de la municipalité demanderesse ayant la population la plus élevée transmet au ministre une copie certifiée conforme de la demande, avec tout autre document que celui-ci peut exiger. À cet égard, les documents suivants doivent accompagner la demande :

- copie de la description du territoire de la municipalité et du plan faits par un arpenteur-géomètre et validés par le BAGQ;
- copie de l'avis de motion;
- copie certifiée conforme de chaque règlement autorisant la présentation de la demande;
- copie de l'avis public par lequel est publié le règlement et, lorsqu'il n'est pas compris dans l'avis, une copie du certificat de publication de l'avis, le cas échéant;
- copie de l'avis de la MRC ou le certificat attestant le défaut de le faire connaître;
- copie de l'avis de la Commission de toponymie ou le certificat attestant le défaut de le faire connaître;
- attestation de la publication de la demande et de l'avis qui l'accompagne dans un journal distribué sur le territoire des municipalités demanderesses.

Afin de favoriser un traitement plus rapide de la demande de regroupement au MAMOT, il est suggéré de faire parvenir, dès que la demande commune a été publiée dans un journal distribué sur le territoire des municipalités demanderesses, tous les documents, à l'exception des avis demandés à la MRC et à la Commission de toponymie. La réponse de ces organismes pourra être transmise plus tard, dès qu'ils auront fait connaître leur avis ou à l'expiration du délai qui leur est accordé. L'adresse à laquelle on doit faire parvenir les documents est la suivante :

- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Le traitement de la demande

Lorsque le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire reçoit une demande commune de regroupement, il décide s'il recommande au gouvernement d'approuver le projet de regroupement et de constituer la nouvelle municipalité. Il peut à cette fin mener diverses actions. En l'occurrence, le ministre peut demander à la Commission municipale du Québec (CMQ) de tenir une audience publique sur le regroupement proposé, ordonner la consultation des personnes habiles à voter dans les municipalités concernées, de même qu'il peut proposer des modifications à la demande qui lui a été acheminée.

La tenue d'une audience publique par la Commission municipale du Québec (article 93)

Le ministre peut demander à la CMQ de tenir une audience publique sur la demande de regroupement. Par l'intermédiaire d'un journal distribué sur le territoire des municipalités demanderesses, la CMQ convoque, le

cas échéant, la population et l'ensemble des intervenants socioéconomiques pour faire connaître leur position au sujet du projet de regroupement.

Le plus tôt possible après la tenue de l'audience, qui peut nécessiter plusieurs rencontres avec le milieu, la CMQ transmet un rapport au ministre qui doit en faire parvenir une copie à chacune des municipalités demanderesse.

La consultation des personnes habiles à voter (article 95)

Le ministre peut aussi ordonner la consultation des personnes habiles à voter, soit de toutes les municipalités demanderesse, soit de l'une ou de plusieurs d'entre elles. Cette consultation est effectuée au moyen d'un scrutin référendaire, conformément à la LERM. Ce référendum est tenu à la date fixée par le ministre et le bulletin de vote doit poser la question suivante :

Êtes-vous favorable au regroupement des territoires de ces municipalités (inscrire ici le nom des municipalités demanderesse)?

La personne responsable de la tenue du scrutin référendaire doit le plus tôt possible transmettre au ministre les résultats de cette consultation.

La modification de la demande commune de regroupement (articles 96 à 106)

S'il le juge opportun, le ministre peut proposer des modifications à la demande commune de regroupement. Pour réaliser le regroupement, ces modifications devront avoir été approuvées par chacun des conseils municipaux. Le ministre transmettra donc par écrit, au conseil de chaque municipalité demanderesse, un avis énonçant la modification qu'il entend apporter à la demande. Si la modification proposée se rapporte au nom de la future municipalité, il doit en aviser la Commission de toponymie.

Si les conseils de chaque municipalité demanderesse approuvent sa proposition de modification, le ministre peut demander qu'elle soit insérée dans un avis à être publié dans un journal distribué sur le territoire des municipalités. Cet avis est publié par le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité la plus peuplée. L'avis doit notamment mentionner le droit de toute personne intéressée à faire connaître par écrit au ministre son opposition à la proposition de modification dans les 30 jours de la publication de l'avis.

À l'égard de la proposition de modification qu'il entend apporter à la demande, le ministre peut aussi demander à la CMQ de tenir une audience publique, tout comme il peut demander une consultation des personnes habiles à voter. Dans le cas d'un référendum, le bulletin de vote doit reproduire la question suivante :

Approuvez-vous la proposition de modification du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire?

Dans ce dernier cas, la proposition de modification doit avoir été approuvée par les personnes habiles à voter pour que le ministre puisse apporter les modifications. Enfin, le ministre peut décider de ne pas recommander au gouvernement de donner suite à la demande de regroupement.

La constitution de la nouvelle municipalité (articles 107 à 110.1)

Lorsque le ministre décide de recommander au gouvernement d'approuver la demande des municipalités, il demande au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles de rédiger la description du territoire de la nouvelle municipalité et il présente la demande au Conseil des ministres qui peut, par décret, constituer la nouvelle municipalité issue du regroupement. Le décret inclut les conditions mentionnées dans la demande commune, tel qu'elles ont été modifiées, le cas échéant.

Le décret entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

Le greffier ou le secrétaire-trésorier fixe la date, l'heure et le lieu de la tenue de la première séance du conseil provisoire. Au plus tard le troisième jour qui précède la date fixée, le greffier ou le secrétaire-trésorier devra publier un avis de la tenue de cette séance. Cet avis indiquera tout sujet de délibération dont un membre du conseil provisoire a demandé l'inscription.

L'aide gouvernementale

Le MAMOT offre aux conseils municipaux qui désirent analyser les divers aspects d'un regroupement une assistance technique et une subvention à la réalisation d'études. De plus, la municipalité issue d'un regroupement bénéficie d'une subvention.

L'assistance technique

Les municipalités qui désirent étudier la possibilité d'un regroupement peuvent faire appel au MAMOT pour obtenir de l'information et une assistance technique. Selon leurs besoins, le Ministère peut :

- fournir de l'information sur l'encadrement légal et expliquer les grandes étapes menant à un regroupement;
- seconder les fonctionnaires municipaux dans la réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement effectuée par une firme privée;
- assister les municipalités dans la réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement;
- assister les conseils dans la négociation des modalités et des conditions à prévoir dans une demande commune de regroupement;
- seconder les conseils municipaux lors de la tenue de séances publiques d'information;
- avoir recours, au besoin, à des ressources gouvernementales spécialisées.

Rappelons que les municipalités qui souhaitent solliciter l'assistance technique du Ministère pour la réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement doivent adopter des résolutions en ce sens. Cette assistance technique est gratuite et n'est pas conditionnelle à un engagement des parties de donner suite aux études sur les implications d'un regroupement. Toute municipalité issue d'un regroupement peut par la suite compter sur l'assistance technique du MAMOT pour faciliter son démarrage. Si vous désirez obtenir plus de précisions ou de la documentation sur le regroupement de municipalités, vous pouvez vous adresser à la direction régionale concernée.

L'assistance financière à la réalisation d'études

Les municipalités souhaitant réaliser une étude sur les implications d'un regroupement peuvent déposer une demande d'aide financière à cet effet dans le cadre du volet 1 du Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM).

La clientèle visée

Les municipalités qui engagent des frais de consultation pour la réalisation et le suivi d'une étude sur les implications d'un regroupement.

Les coûts admissibles

Pourront être remboursés les montants payés à des consultants pour la réalisation ou le suivi d'une étude portant sur les implications socioéconomiques, politiques, administratives, financières et fiscales d'un regroupement. Les services professionnels doivent avoir été rendus avant l'adoption des règlements autorisant la présentation au gouvernement d'une demande commune de regroupement. Ils doivent également avoir été engagés par au moins deux municipalités. Rappelons qu'il peut s'agir de plusieurs études faites par divers consultants, mais visant toutes à évaluer la pertinence et la faisabilité du regroupement.

Le montant de l'aide financière

Le MAMOT rembourse, aux municipalités qui ont recours à des consultants pour la réalisation et le suivi d'une étude sur les implications du regroupement, une proportion de 50 % des frais engagés, jusqu'à concurrence de montants maximaux établis en fonction du total des budgets des municipalités concernées dans l'année de la réclamation.

Figure 2

Aides financières maximales dans le cadre du volet 1 du PAFREM

Totaux des budgets des municipalités concernées	Aides financières maximales
Moins de 1 M\$	5 000 \$
1 M\$ ou plus et moins de 10 M\$	10 000 \$
10 M\$ ou plus et moins de 20 M\$	25 000 \$
20 M\$ et plus	50 000 \$

Les conditions et les modalités de versement

Pour bénéficier de l'assistance financière, les municipalités concernées doivent transmettre au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une copie conforme de la résolution autorisant la réalisation de l'étude ainsi qu'une copie du devis technique du mandat accordé au consultant. Ce devis technique devra être préalablement approuvé par le ministre.

L'aide financière est payable à la réception par le MAMOT d'une copie conforme de l'étude et de la facture dûment acquittée par les municipalités.

L'assistance financière à la suite du regroupement ou d'une annexion totale de territoire

Le volet 2 du PAFREM prévoit une aide financière aux municipalités issues d'un regroupement ou d'une annexion totale de territoire afin de diminuer l'impact financier lié aux dépenses extraordinaires qui y sont occasionnées.

La clientèle visée

Toute nouvelle municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité.

Le montant de l'aide financière

L'aide financière est calculée en fonction de la population totale de la nouvelle municipalité.

Figure 3

Aides financières attribuées dans le cadre du volet 2 du PAFREM

Montants par habitant par année						
Population de la nouvelle municipalité	Montants totaux par habitant	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
10 000 et moins	100 \$	36 \$	28 \$	20 \$	10 \$	6 \$
10 001 à 15 000	75 \$	27 \$	21 \$	15 \$	8 \$	4 \$
15 001 à 20 000	50 \$	18 \$	14 \$	10 \$	5 \$	3 \$

À ces montants s'ajoute un montant fixe de 10 000 \$ payable la première année.

Pour les municipalités dont la population est supérieure à 20 000 habitants, le calcul de la subvention est soumis à des règles particulières. Notamment, lorsque la population totale de la nouvelle municipalité est inférieure au double de celle de la municipalité la plus peuplée partie au regroupement, les montants annuels par habitant mentionnés plus haut sont pondérés selon la formule suivante :

■ Montants par habitant $\times [(PT - P)/P]$

PT : Population totale de la nouvelle municipalité

P : Population de la municipalité la plus peuplée partie au regroupement

Aux fins du calcul de l'aide financière, la population totale ne peut excéder 100 000 habitants et les montants annuels par habitant ne peuvent être inférieurs à 3 \$. Pour les municipalités de plus de 20 000 habitants et de moins de 40 000 habitants, l'aide financière totale pour les 5 années ne peut être inférieure à 500 000 \$ et pour les municipalités de 40 000 habitants et plus, l'aide financière ne peut être inférieure à 1 000 000 \$.

Il y a lieu de noter que le programme prévoit certaines modalités particulières applicables dans les cas où des municipalités participant à un regroupement auraient déjà bénéficié d'une aide financière provenant d'un regroupement précédent.

Les modalités de versement

L'aide financière accordée est répartie et versable annuellement sur cinq ans, après l'entrée en vigueur du décret de constitution de la nouvelle municipalité.

Annexe 1

Liste commentée d'éléments pouvant être considérés dans une étude sur l'opportunité d'un regroupement

La réalisation d'une étude sur les implications d'un regroupement peut être très différente d'un cas à l'autre. La présente liste offre un large éventail des objets pouvant être inclus dans une étude. Cette liste n'est pas exhaustive ni obligatoire, d'autres éléments pourraient s'ajouter et d'autres pourraient être inutiles dans certaines circonstances. Les conseils municipaux impliqués auront à déterminer quels aspects ils désirent voir étudier.

Caractéristiques générales

■ Renseignements généraux

- *Présenter sommairement certaines caractéristiques telles que les statuts, les dates de constitution, les populations, les superficies territoriales et les richesses foncières uniformisées, entre autres.*

■ Considérations historiques

- *Présenter un bref historique des municipalités impliquées en faisant ressortir notamment l'évolution de leur organisation territoriale depuis leur constitution.*

Aspects socioculturel, économique, géographique et politique

■ Contexte régional

- *Décrire la participation des municipalités au sein des organismes supralocaux ou régionaux et examiner si la nouvelle municipalité pourrait avoir un rôle accru ou une influence plus déterminante dans ces organismes (rôle consultatif ou décisionnel, participation financière, présence aux conseils d'administration).*

■ Démographie

- *Dresser un profil de l'évolution démographique et de la population actuelle des municipalités (p. ex., variation de la population totale, nombre de ménages, variation du nombre d'enfants).*
- *Répertorier les tendances qui pourraient avoir des conséquences sur les services que les municipalités devront offrir (p. ex., nouveaux services de loisirs si la population de jeunes est en croissance, construction de logements à prix modiques pour personnes âgées si la population est vieillissante, etc.) et établir si les équipements situés dans une municipalité*

pourraient satisfaire aux besoins de la population d'une autre municipalité où ces mêmes besoins seraient en train de changer.

■ Intégration des territoires et appartenance collective

- *Localiser les lieux d'achalandage et évaluer la proportion de la clientèle provenant de chaque municipalité (p. ex., banques ou caisses populaires, commerces d'utilité quotidienne, centres commerciaux).*
- *Inventorier les équipements et les infrastructures (p. ex., réseau routier, écoles, CLSC, hôpitaux, réseaux d'aqueduc et d'égouts, arénas, salles ou édifices communautaires) et mesurer l'importance de l'utilisation faite de ceux-ci par la population de chaque municipalité. La répartition des coûts est-elle équitable en fonction de cette utilisation?*
- *Répertorier les associations et les organismes actifs dans les municipalités (p. ex., fabrique paroissiale, chambre de commerce, Chevaliers de Colomb, Cercle de Fermières) et le territoire de provenance de leurs membres.*

■ Développement économique

- *Établir, s'il y a lieu, des coûts supplémentaires entraînés par la situation de concurrence des municipalités (p. ex., programme pour favoriser la venue d'entreprises ou de résidents qui s'installeraient sur le territoire de la nouvelle municipalité, même en l'absence de toutes mesures incitatives).*
- *Déterminer si la nouvelle municipalité serait plus en mesure de participer au développement économique (p. ex., opportunité pour la nouvelle municipalité de faire partie d'un commissariat industriel ou de se doter d'un commissaire industriel).*
- *Préciser des activités économiques ou des entreprises de pointe et déterminer si le regroupement permettrait à la nouvelle municipalité de mieux satisfaire à leurs besoins (p. ex., meilleure allocation des espaces industriels, possibilités de concentrer les efforts sur des entreprises cibles ou dans des secteurs particuliers tels que le centre-ville ou les artères commerciales principales).*

■ Aménagement du territoire et urbanisme

- *Définir les dispositions du schéma d'aménagement de la MRC qui s'appliquent au territoire des municipalités concernées (p. ex., les grandes orientations d'aménagement, les grandes affections du territoire, les périmètres d'urbanisation).*
- *Comparer les plans et les règlements d'urbanisme des municipalités pour vérifier leur cohérence ou pour établir si le regroupement faciliterait la poursuite d'objectifs que chacune poursuit séparément (p. ex., assurer un meilleur contrôle sur l'ouverture de rues afin de limiter le coût des services tels que la fourniture de l'eau potable, l'entretien des chemins ou le transport scolaire).*

- Examiner si le regroupement pourrait aider à renforcer la vocation économique des parties de territoire correspondant à chacune des municipalités, et cela, au bénéfice de toutes les autres (p. ex., renforcement de la vocation du territoire du village comme espace principal pour la construction domiciliaire et l'implantation des commerces au profit de l'exploitation agricole du territoire de la paroisse).
- Vérifier l'existence de problèmes environnementaux et statuer si le regroupement était un élément de solution (p. ex., rareté ou contamination des sources d'approvisionnement en eau potable, manque de contrôle sur les installations septiques et sur la gestion des boues).
- Répertorier les éléments topographiques qui pourraient rendre plus difficile l'intégration du territoire (p. ex., cours d'eau avec peu de traverses, déficiences du réseau routier, présence et juxtaposition de voies de transport supérieures tels les autoroutes, les chemins de fer ou les lignes hydro-électriques) et proposer des mesures de correction.

■ Représentation politique

- Faire état de la représentation politique de chaque municipalité, des principales commissions et des principaux comités permanents du conseil.
- Examiner, s'il y a lieu, la division en districts électoraux du territoire des municipalités actuelles et proposer un découpage en districts électoraux du territoire de la nouvelle municipalité (obligatoire pour les municipalités de 20 000 habitants et plus).

Services municipaux

■ Fonctionnement des services municipaux

- Faire état des différences, s'il y a lieu, dans la façon d'offrir et de gérer les services municipaux.
- Évaluer les répercussions d'un regroupement sur l'organisation et le fonctionnement des services (p. ex., si une municipalité possède son propre corps de police et que l'autre utilise les services de la Sûreté du Québec).

■ Ententes intermunicipales

- Examiner les ententes intermunicipales entre les municipalités concernées ainsi qu'avec d'autres municipalités (objet des ententes, mode de fonctionnement et répartition des coûts) et la portée du renouvellement de ces ententes sur la municipalité mandataire et les municipalités desservies.

Ressources humaines

■ Personnel

- *Analyser les besoins en personnel de la nouvelle municipalité (cadres, cadres intermédiaires, professionnels, employés de soutien administratif, manœuvres, etc.) pour chaque service municipal et déterminer le surplus ou le manque de personnel. Par la suite, proposer un nouvel organigramme pour la nouvelle municipalité.*
- *Effectuer un relevé du personnel des municipalités actuelles (nom, occupation, classe, ancienneté) par municipalité et par service municipal.*

■ Conditions de travail

- *Examiner les conditions salariales et les conditions de travail des employés des municipalités et faire ressortir, s'il y a lieu, l'effet de l'uniformisation des conditions de travail des conventions collectives sur la masse salariale de la nouvelle municipalité.*

■ Projections financières

- *Dresser le bilan des économies possibles et des coûts additionnels possibles liés à la mise en commun du personnel.*

Ressources matérielles

■ Relevé des principaux équipements

- *Inventorier les principaux véhicules et la machinerie (numéro d'unité, marque et modèle, année, capacité, coût d'acquisition, état général et prévision de remplacement) et déterminer s'il y a surplus ou manque d'équipements en regard des besoins de la nouvelle municipalité.*
- *Inventorier les bâtiments (nom, adresse, année de construction, coût d'acquisition et valeur à neuf, etc.) et examiner les espaces disponibles en regard des besoins de la nouvelle municipalité (répartition des espaces par service et par type d'utilisation).*
- *Examiner les besoins de la nouvelle municipalité en services informatiques par rapport à la capacité actuelle des systèmes en place et prévoir, s'il y a lieu, l'ajout ou le remplacement d'équipements.*

■ Projections financières

- *Dresser le bilan des économies possibles et des coûts additionnels éventuels liés à la mise en commun des ressources matérielles.*

Aspects financiers et fiscaux

Une fois définis, les principaux aspects socioculturels, économiques, géographiques et politiques qui seraient les plus déterminants pour l'avenir, de même que les objectifs poursuivis par les conseils, ces derniers doivent établir si le regroupement serait acceptable sur les plans financier et fiscal. Pour faire cette évaluation, une des meilleures méthodes consiste à simuler le budget pour la première année d'existence de la municipalité issue du regroupement, puis à définir une structure de taxation adéquate pour couvrir les prévisions de dépenses.

Cette simulation permet de vérifier la viabilité financière de la nouvelle municipalité. Elle est aussi le moyen de savoir si le regroupement est avantageux, soit parce qu'il engendre des économies pour la nouvelle municipalité, soit parce qu'il permet la mise en œuvre de projets autrement impossibles ou plus difficiles à réaliser pour les municipalités non regroupées. Le volet fiscal et financier constitue donc le cœur d'une étude de regroupement. Pour les élus, les résultats seront très souvent déterminants quant à la décision qu'ils prendront de favoriser ou non un regroupement.

■ Nouvelle assiette fiscale

Pour élaborer un budget, il faut quantifier les sources de revenus des municipalités. Les principales sources de revenus municipales sont l'impôt foncier, les montants reçus à titre de compensation tenant lieu de taxes et les revenus de transferts (p. ex., subventions).

Puisque ces revenus sont pour la plupart fonction de la valeur des immeubles inscrits au rôle d'évaluation et au rôle de valeur locative, le cas échéant, il faut donc estimer les valeurs qui seraient portées aux rôles de la nouvelle municipalité. Dans un premier temps, il faut établir les valeurs de chacun des rôles des municipalités concernées par le regroupement. Ces valeurs doivent être ventilées selon les grandes catégories d'immeubles telles qu'elles sont indiquées dans les sommaires de rôles d'évaluation et dans les rôles de valeurs locatives.

L'estimation des valeurs foncières et locatives de la nouvelle municipalité ne consiste pas simplement à additionner les valeurs inscrites dans les rôles respectifs des municipalités concernées. La proportion médiane de chacun des rôles indiquera s'il y a des écarts entre ceux-ci. Si les proportions médianes des rôles en vigueur dans les municipalités concernées ne sont pas les mêmes, il faudra dans un second temps uniformiser ceux-ci, c'est-à-dire les rendre comparables. L'article 119 de la LOTM prévoit la manière dont l'uniformisation des rôles doit être effectuée. La somme des valeurs uniformisées donne l'estimation des valeurs du rôle de la future municipalité (richesse foncière uniformisée totale). Si l'écart entre les proportions médianes est faible, les municipalités pourraient, par l'entremise du décret de fusion, se soustraire à la procédure prévue à l'article 119 de la LOTM et ainsi additionner les valeurs foncières des deux rôles sans les uniformiser au préalable.

Annexe 2

Exemple de demande commune de regroupement

DEMANDE COMMUNE DE REGROUPEMENT

LA MUNICIPALITÉ DE _____

ET

LA MUNICIPALITÉ DE _____

ATTENDU QUE les conseils de la municipalité de _____ et de la municipalité de _____ ont procédé à l'analyse du projet de regroupement et qu'ils ont convenu des conditions d'un tel regroupement;

ATTENDU QU'en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (RLRQ, chapitre O-9), les municipalités locales qui désirent le regroupement de leurs territoires contigus peuvent, par la présentation d'une demande à cette fin, demander au gouvernement de constituer une municipalité locale dont le territoire correspond à l'ensemble des leurs;

ATTENDU QUE le conseil de la municipalité de _____ et le conseil de la municipalité de _____ (ci-après nommées les municipalités demanderesse) ont, conformément à cette loi, adopté un règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement au gouvernement;

EN CONSÉQUENCE, les municipalités demanderesse demandent au gouvernement de constituer une municipalité locale dont le territoire correspond à l'ensemble des leurs, selon les modalités suivantes :

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « _____ ».
2. La description du territoire de la nouvelle municipalité est celle qui a été rédigée par (prénom et nom de l'arpenteur-géomètre), arpenteur-géomètre, le (date) sous le numéro _____ de ses procès-verbaux; cette description apparaît comme à l'annexe « A » de la présente demande.
3. La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1).
4. Le territoire de la nouvelle municipalité est compris dans celui de la Municipalité régionale de comté de _____.
5. Jusqu'à ce que débute le mandat de la majorité des candidats élus lors de la première élection générale, la nouvelle municipalité est dirigée par un conseil provisoire formé de l'ensemble des membres du conseil des anciennes municipalités en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Une voix additionnelle est accordée, au sein du conseil provisoire, au maire de l'ancienne municipalité au conseil de laquelle une vacance est constatée au moment de l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que pour chaque vacance d'un poste du conseil provisoire occupé par un membre du conseil de cette ancienne municipalité constatée après cette entrée en vigueur.

En cas d'une vacance d'un des postes de maire, les voix de celui-ci sont dévolues au conseiller qui agissait, avant l'entrée en vigueur du présent décret, comme maire suppléant de l'ancienne municipalité concernée. Si ce dernier n'est pas membre du conseil provisoire, elles sont dévolues à un conseiller choisi par et parmi les membres du conseil provisoire qui étaient membres du conseil de l'ancienne municipalité concernée.

Une élection partielle doit être tenue pour pourvoir un poste de maire lorsque les deux postes de maire du conseil provisoire sont vacants. Toute personne éligible en vertu de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2) peut être candidate à ce poste.

Le nombre de vacances aux postes de conseillers du conseil provisoire, outre le poste du maire qui agit à titre de maire suppléant en vertu de l'article 6 de la présente demande, ne peut excéder quatre. Une élection partielle doit être tenue pour pourvoir tout poste vacant excédant ce nombre. Aux fins de cette élection partielle, seules sont éligibles les personnes qui le seraient en vertu de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités si cette élection était une élection des membres de l'ancienne municipalité ayant le plus grand nombre de postes vacants au conseil provisoire.

6. Le maire de l'ancienne municipalité de _____ et le maire de l'ancienne municipalité de _____ agissent respectivement comme maire et maire suppléant de la nouvelle municipalité à compter de l'entrée en vigueur du présent décret jusqu'au dernier jour du mois de cette entrée en vigueur. À partir de ce moment, ces rôles seront inversés pour le mois suivant. Les rôles continueront à être inversés en alternance, chaque mois, jusqu'au début du mandat du maire élu lors de la première élection générale suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

Entre l'entrée en vigueur du présent décret et la première élection générale, les maires continueront à siéger au conseil de la Municipalité régionale de comté de _____ et y disposeront du même nombre de voix qu'avant l'entrée en vigueur du présent décret. De plus, ils conservent la qualité requise pour participer à tout comité et pour remplir toute fonction.

7. La majorité des membres en poste constitue le quorum du conseil provisoire.
8. La première séance du conseil provisoire se tient au centre communautaire de l'ancienne municipalité de _____, situé au (adresse).
9. Le Règlement numéro XXX relatif au traitement des membres du conseil municipal de l'ancienne municipalité de _____ s'applique aux membres du conseil provisoire jusqu'à ce que ce règlement soit modifié conformément à la loi.
10. Le directeur général et secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité de _____ agit comme directeur général et secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité.
11. Le scrutin de la première élection générale se tiendra le (date). La deuxième élection générale se tiendra en (année).

Le conseil de la nouvelle municipalité sera formé de sept membres parmi lesquels un maire et six conseillers. Les postes de conseillers seront numérotés de 1 à 6 à compter de la première élection générale.

12. À l'occasion de la première élection générale et de toute élection partielle tenue avant la deuxième élection générale, seules sont éligibles aux postes de conseillers 1, 3 et 5 les personnes qui le seraient en vertu de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités si cette élection était une élection des membres du conseil de l'ancienne municipalité de _____.

Seules sont éligibles aux postes de conseillers 2, 4 et 6 les personnes qui le seraient en vertu de cette loi si cette élection était une élection des membres du conseil de l'ancienne municipalité de _____.

13. La nouvelle municipalité doit, par règlement qui doit entrer en vigueur pendant la deuxième année civile qui précède celle où doit avoir lieu la deuxième élection générale, diviser son territoire en six districts électoraux.

La procédure de division doit se faire conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2).

14. Les modalités de répartition du coût d'un service en commun prévues dans une entente intermunicipale en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret s'appliquent jusqu'à la fin du dernier exercice financier pour lequel des budgets séparés sont préparés et adoptés.

15. Est constitué un office municipal d'habitation sous le nom d'« Office municipal d'habitation de la municipalité de _____ ». Le nom de cet office peut être modifié une première fois, par simple résolution de son conseil d'administration dans l'année qui suit sa constitution. Un avis de ce changement de nom doit être transmis à la Société d'habitation du Québec et publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Cet office succède à l'office municipal d'habitation de l'ancienne municipalité de _____, lequel est éteint. Le troisième et le quatrième alinéa de l'article 58 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8) s'appliquent à ce nouvel office municipal d'habitation comme s'il était constitué par lettres patentes en vertu de l'article 57 de cette loi.

L'Office est administré par un conseil d'administration composé de sept membres. Trois membres sont nommés par le conseil de la nouvelle municipalité, deux membres sont élus par l'ensemble des locataires de l'Office, conformément à la Loi sur la Société d'habitation du Québec, et deux membres sont nommés par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, après consultation des groupes socioéconomiques les plus représentatifs du territoire de l'Office.

Jusqu'à ce que les administrateurs soient désignés conformément au présent article, les administrateurs provisoires du nouvel office sont les administrateurs de l'ancien office municipal auquel il succède.

Les administrateurs élisent parmi eux un président, un vice-président et tout autre officier qu'ils jugent opportun de nommer.

Le mandat des membres du conseil d'administration est de trois ans et il est renouvelable. Malgré l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

La majorité des membres en fonction constitue le quorum des assemblées.

Les administrateurs peuvent, à compter de l'entrée en vigueur du présent décret :

- 1° faire des emprunts de deniers sur le crédit de l'Office;

- 2° émettre des obligations ou autres valeurs de l'Office et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- 3° hypothéquer ou mettre en gage les immeubles et les meubles, présents ou futurs, de l'Office pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties aux mêmes fins;
- 4° hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque ces meubles et immeubles de l'Office, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de l'Office;
- 5° sujet au respect de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, des règlements édictés en vertu de cette loi et des directives émises par ladite société, adopter tout règlement jugé nécessaire ou utile concernant sa régie interne.

Les employés de l'office éteint deviennent, sans réduction de traitement, des employés du nouvel office et conservent leur ancienneté et leurs avantages sociaux.

L'Office doit, dans les 15 jours de leur adoption, transmettre à la Société d'habitation du Québec une copie certifiée conforme des règlements et des résolutions nommant ou destituant un membre ou un administrateur.

Le budget de l'office municipal éteint demeure applicable pour le reste de l'exercice financier en cours.

- 16. La période prévue à l'article 954 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre) pour préparer et adopter le budget de la nouvelle municipalité pour le prochain exercice financier sera prolongée jusqu'au 31 janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent décret.
- 17. Si un budget a été préparé et adopté par une ancienne municipalité pour l'exercice financier au cours duquel entre en vigueur le présent décret :
 - 1° ce budget reste applicable;
 - 2° les dépenses et revenus de la nouvelle municipalité, pour le reste de l'exercice financier au cours duquel entre en vigueur le présent décret, continuent d'être comptabilisés séparément au nom de chacune des anciennes municipalités comme si le regroupement n'avait pas eu lieu;
 - 3° une dépense découlant du regroupement, reconnue par le conseil de la nouvelle municipalité, est à la charge de chacune des anciennes municipalités en proportion, pour chacune, de sa richesse foncière uniformisée par rapport au total de celles des anciennes municipalités, telles qu'elles apparaissent dans le rapport financier de ces municipalités pour l'exercice financier précédant celui au cours duquel entre en vigueur le présent décret;
 - 4° la somme versée pour la première année du regroupement en vertu du Programme d'aide financière au regroupement municipal, déduction faite des dépenses reconnues par le conseil en vertu du paragraphe 3° du présent article et financées à même cette somme, constitue une réserve qui est versée au fonds général de la nouvelle municipalité pour le premier exercice financier lors duquel elle prépare et adopte un budget à l'égard de l'ensemble de son territoire.

18. Le cas échéant, un surplus accumulé par une ancienne municipalité à la fin du dernier exercice financier lors duquel des budgets séparés ont été préparés et adoptés, après avoir été affecté conformément aux articles 19, 20 et 25, est utilisé au bénéfice du secteur formé du territoire de celle-ci.
19. Aux fins du premier exercice financier lors duquel la nouvelle municipalité aura préparé et adopté un budget à l'égard de l'ensemble de son territoire, celle-ci verse à son fonds général une somme de _____ \$, dont _____ \$ proviennent du surplus accumulé de l'ancienne municipalité de _____ et _____ \$ du surplus accumulé de l'ancienne municipalité de _____.

Dans le cas où le surplus accumulé d'une ancienne municipalité serait insuffisant aux fins du premier alinéa, la nouvelle municipalité comble la différence au moyen d'une taxe spéciale imposée sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de cette ancienne municipalité d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur à ce moment.

20. Les fonds de roulement des anciennes municipalités sont abolis à la fin du dernier exercice financier lors duquel elles ont préparé et adopté des budgets séparés. Le montant de ces fonds qui n'est pas engagé à cette date est ajouté au surplus accumulé de celles-ci et doit être affecté conformément au deuxième alinéa et aux articles 18, 19 et 25.

La nouvelle municipalité constitue un nouveau fonds de roulement d'un montant de _____ \$, dont _____ \$ proviennent du surplus accumulé de l'ancienne municipalité de _____ et _____ \$ du surplus accumulé par l'ancienne municipalité de _____.

Dans le cas où le surplus accumulé d'une ancienne municipalité serait insuffisant aux fins du deuxième alinéa, la nouvelle municipalité comble la différence au moyen d'une taxe spéciale imposée sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de cette ancienne municipalité d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur à ce moment.

21. Le cas échéant, le déficit accumulé par l'ancienne municipalité de _____ à la fin du dernier exercice financier lors duquel des budgets séparés ont été préparés et adoptés est à la charge de l'ensemble des immeubles imposables du territoire de celle-ci.
22. Le cas échéant, le déficit accumulé par l'ancienne municipalité de _____ à la fin du dernier exercice financier lors duquel des budgets séparés ont été préparés et adoptés est à la charge de l'ensemble des immeubles imposables du territoire de la nouvelle municipalité.
23. Le remboursement des emprunts contractés par l'entremise de règlements adoptés par l'ancienne municipalité de _____ avant l'entrée en vigueur du regroupement demeure à la charge des immeubles imposables du secteur formé par l'ensemble ou une partie du territoire de celle-ci, conformément aux articles de ces règlements qui imposent une taxe spéciale ou qui prévoient un mode de tarification.
24. Les emprunts contractés par l'entremise de règlements adoptés par l'ancienne municipalité de _____ dont le remboursement est à la charge des immeubles imposables de l'ensemble du territoire de celle-ci devient à la charge de l'ensemble des immeubles imposables du territoire de la nouvelle municipalité.
25. Le solde en capital et intérêts des émissions XX et XX de la dette de l'ancienne municipalité de _____ relativement à _____ est financé à même son surplus accumulé à la fin du dernier exercice financier pour lequel les anciennes municipalités ont préparé et adopté des budgets séparés.

Dans le cas où le surplus accumulé de l'ancienne municipalité de _____ serait insuffisant aux fins du premier alinéa, la nouvelle municipalité comble la différence au moyen d'une taxe spéciale imposée sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de cette ancienne municipalité d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur à ce moment.

26. Pour les cinq premiers exercices financiers lors desquels la nouvelle municipalité prépare et adopte un budget à l'égard de l'ensemble de son territoire, une taxe spéciale distincte sera imposée sur les immeubles imposables formant la catégorie résiduelle du secteur formé par le territoire de l'ancienne municipalité de _____.

Le taux de cette taxe est de _____ du cent dollars (100 \$) d'évaluation régressant à raison de _____ par exercice financier subséquent, et ce, à compter du deuxième exercice financier de la nouvelle municipalité.

Cette mesure d'harmonisation de la charge fiscale s'applique à la diminution du taux de taxation de la catégorie résiduelle du secteur formé du territoire de l'ancienne municipalité de _____.

27. Les articles suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) ne s'appliquent pas à un règlement adopté par la nouvelle municipalité dans le but de remplacer les règlements de zonage et les règlements de lotissement applicables sur son territoire :

- 1° la deuxième phrase du deuxième alinéa et les troisième et quatrième alinéas de l'article 126;
- 2° le deuxième alinéa de l'article 127;
- 3° les articles 128 à 133;
- 4° le deuxième et le troisième alinéa de l'article 134;
- 5° les articles 135 à 137.

Un règlement visé au premier alinéa doit être approuvé, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, par les personnes habiles à voter de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité.

Le présent article s'applique à condition que le règlement qui y est visé entre en vigueur dans les quatre ans de l'entrée en vigueur du présent décret.

28. Toute dette ou tout gain pouvant survenir à la suite d'une poursuite judiciaire pour un acte posé par une ancienne municipalité avant l'entrée en vigueur du présent décret est à la charge ou au bénéfice de l'ensemble des immeubles imposables du secteur formé du territoire de cette ancienne municipalité.
29. Conformément au décret concernant la modification de l'entente relative à la Cour municipale de _____ qui sera adopté en vertu de la Loi sur les cours municipales (RLRQ, chapitre C-72.01), la Cour municipale de _____ aura compétence sur le territoire de la nouvelle municipalité.
30. La Régie intermunicipale de _____ cesse d'exister lors de l'entrée en vigueur du décret de regroupement, la nouvelle municipalité succédant à ses droits, obligations et charges.
31. Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des anciennes municipalités deviennent la propriété de la nouvelle municipalité.

32. La nouvelle municipalité est constituée à la date de la publication du décret dans la *Gazette officielle du Québec*.

SIGNÉ À _____

CE _____ JOUR DE _____ 20 ____.

LA MUNICIPALITÉ DE _____

par : _____, maire

par : _____, secrétaire-trésorier

LA MUNICIPALITÉ DE _____

par : _____, maire

par : _____, secrétaire-trésorier

Annexe 3

Exemple d'un règlement autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement au gouvernement

(Nom de la municipalité)

Règlement numéro _____

RÈGLEMENT AUTORISANT LA PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE COMMUNE DE REGROUPEMENT DU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE _____ AVEC CELUI DE LA MUNICIPALITÉ DE _____

CONSIDÉRANT que les conseils de la municipalité de _____ et de la municipalité de _____ ont procédé à l'analyse du projet de regroupement de leur territoire et qu'ils ont convenu des conditions d'un tel regroupement.

CONSIDÉRANT l'avis de motion donné lors de la séance ordinaire du (date) par madame (ou monsieur) (nom), conseillère (ou conseiller) et le projet de règlement déposé lors de la séance du (date).

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont reçu copie du présent projet de règlement pour approbation et adoption avant la tenue de la présente séance.

EN CONSÉQUENCE, le conseil municipal décrète ce qui suit, le préambule faisant partie intégrante du présent règlement :

Article 1

Le conseil de la municipalité de _____ autorise la présentation, avec celui de la municipalité de _____, d'une demande au gouvernement ayant pour but de regrouper le territoire de ces municipalités et de constituer une nouvelle municipalité.

Cette demande commune est annexée au présent règlement pour en faire partie comme si elle y était au long reproduite.

Article 2

Le maire et le secrétaire-trésorier sont autorisés à signer la demande.

Article 3

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ PAR LE VOTE AFFIRMATIF DE LA MAJORITÉ ABSOLUE DES MEMBRES DU CONSEIL, À SA
SÉANCE DU _____ 20__

(NOM)

Maire

(NOM)

Secrétaire-trésorier

Annexe 4

Exemple d'avis à publier dans un journal distribué sur le territoire des municipalités demanderesse

AVIS PUBLIC

Avis est donné que le conseil de la municipalité de _____ et celui de la municipalité de _____ ont adopté, respectivement, le règlement numéro _____ et le règlement numéro _____ les autorisant à présenter au gouvernement une demande commune, dont le texte apparaît ci-après, afin de regrouper leur territoire et de constituer une municipalité locale issue de ce regroupement.

DEMANDE COMMUNE DE REGROUPEMENT

Reproduire ici le texte de la demande commune de regroupement.

DESCRIPTION TECHNIQUE

Reproduire ici le texte de la description technique du territoire et le plan.

Prenez avis que toute personne intéressée peut faire connaître par écrit au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire son opposition à la demande de regroupement dans les trente (30) jours de la présente publication. Une telle opposition doit être transmise à l'adresse suivante :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE

À la date d'adoption du règlement autorisant la présentation d'une demande commune par la municipalité de (*nom de la municipalité ayant la population la plus élevée*), soit le (*date*), une personne doit remplir les conditions suivantes :

1. La personne doit avoir son domicile sur le territoire de l'une ou l'autre des municipalités mentionnées dans le présent avis ou être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement situé sur le territoire de ces municipalités;
2. La personne physique doit être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;

3. Un propriétaire indivis ou un cooccupant d'un établissement doit être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou des cooccupants, comme la seule personne qui a le droit d'être inscrite sur la liste référendaire à titre de propriétaire de l'immeuble ou d'occupant de l'établissement;

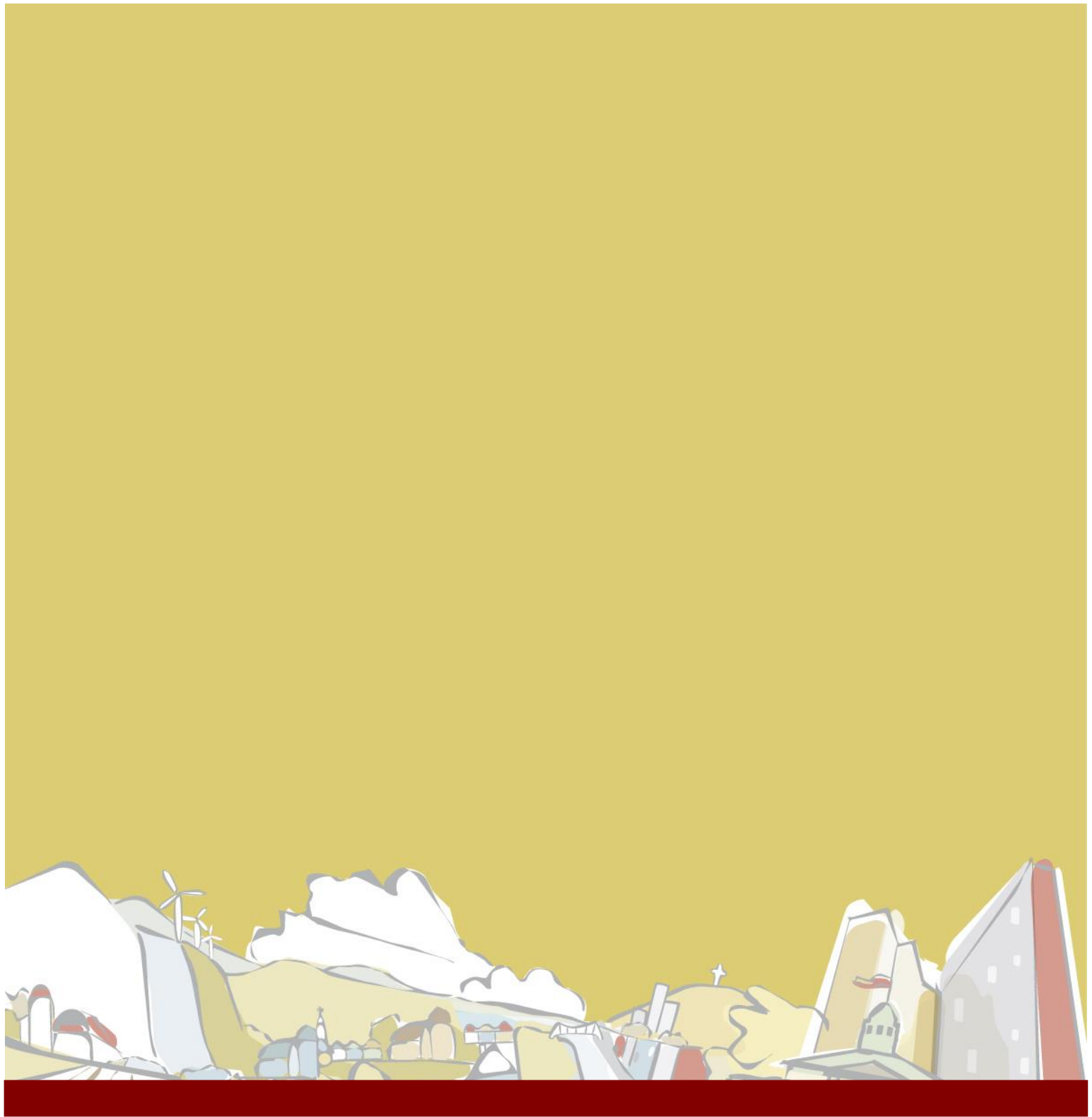
Un indivisaire ou un cooccupant ne peut être désigné s'il est inscrit, par ailleurs, comme personne domiciliée dans la municipalité;

4. Une personne morale doit, par résolution, désigner parmi ses membres, ses administrateurs ou ses employés une personne qui est majeure et de citoyenneté canadienne.

DONNÉ À _____ LE (DATE)

(Nom), secrétaire-trésorier

Municipalité de _____



**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec

